

Discours de Felipe González Márquez (Madrid, 12 juin 1985)

Légende: Le 12 juin 1985, lors de la cérémonie officielle d'adhésion de l'Espagne à la Communauté économique européenne (CEE), Felipe González Márquez, président du gouvernement espagnol, insiste sur la volonté de l'Espagne de participer activement à l'œuvre européenne.

Source: Archives historiques du Conseil de l'Union européenne, Bruxelles, Rue de la Loi 175. Adhésion d'Espagne, 07.151 (46): 07. Dossiers 101-106, Boîte 12. Cérémonie de signature (12.6.1985) du traité d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes, Dossier n° 105.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2013

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_felipe_gonzalez_marquez_madrid_12_juin_1985-fr-e333da07-fc9d-4777-b4e7-bbb365118f2d.html

Date de dernière mise à jour: 20/02/2014

Discours du Président du gouvernement lors de la cérémonie de signature du traité d'adhésion (Madrid, 12 juin 1985)

Sire,
MM. les premiers ministres
M. le Président du Conseil
MM. les présidents des institutions communautaires
MM. les ministres
Mesdames et messieurs,

Nous franchissons aujourd'hui un pas d'une importance historique pour l'Espagne et pour l'Europe. En apposant nos signatures au bas du traité d'adhésion aux Communautés européennes, nous avons posé un jalon fondamental permettant à la fois d'achever l'unité de notre vieux continent et de surmonter l'isolement séculaire de l'Espagne.

Nous contribuons à la matérialisation des objectifs du préambule du traité de Rome dans lequel les fondateurs de la Communauté ont déclaré leur intention de consolider la défense de la paix et de la liberté et, pour ce faire, ont invité les autres peuples de l'Europe à partager leur idéal en s'associant à leur effort.

Cette invitation a été acceptée par les Espagnols. Il va bientôt y avoir huit ans que le gouvernement démocratique issu des élections du 15 juin 1977 a demandé officiellement l'ouverture des négociations avec la Communauté européenne en vue de l'intégration de l'Espagne en tant que membre à part entière. Dans la lettre adressée par le Président du gouvernement espagnol, il était fait état de notre identification avec les idéaux qui inspirèrent les traités constitutifs des Communautés européennes et de notre espoir de voir les négociations aboutir à un résultat satisfaisant pour la Communauté et pour l'Espagne.

Cet espoir n'a pas été déçu et le résultat attendu a été obtenu. C'est à moi qu'il appartient aujourd'hui, au nom du peuple espagnol, de vous remercier des efforts déployés à la recherche de solutions équitables pour les questions épineuses qui se sont posées durant la négociation. Ces efforts, vous le savez, ont toujours été partagés par la délégation espagnole.

Nous pouvons affirmer aujourd'hui avec satisfaction que nous, représentants élus démocratiquement par le peuple espagnol, avons raison d'apporter un appui unanime à la candidature de l'Espagne à la Communauté européenne, donnant ainsi au gouvernement une plus grande force et tout notre soutien dès le début des négociations. Nous manifestons ainsi, dès les premiers moments, que notre adhésion à l'Europe communautaire était une question d'Etat car elle traduisait le désir unanime des citoyens espagnols pour qui l'intégration de l'Espagne en Europe représentait une identification avec les idéaux de liberté, de progrès et de démocratie.

Auparavant, d'autres espagnols, dont je veux rappeler aujourd'hui la mémoire, ont contribué par leurs efforts et leur clairvoyance en des moments décisifs à la construction européenne, en assistant, en dépit des risques qu'ils prenaient, aux congrès de La Haye de 1948 et de Munich de 1962. Je souhaite également évoquer ici tous ceux qui, depuis l'accord de 1970, ont participé avec un dévouement exemplaire à la négociation qui consacre la réincorporation de l'Espagne au monde auquel elle appartient.

C'est une nation entière qui récupère le sens de son histoire, conjuguant ainsi l'héritage du passé et l'évidence d'appartenir à l'Europe avec la réalité présente de faire partie des institutions européennes, tout d'abord au conseil de l'Europe et maintenant dans la Communauté.

Je voudrais maintenant transmettre, au nom du peuple espagnol, un salut amical et cordial du peuple portugais, respecté ici par son premier ministre, à la nation voisine et sœur qui avec l'Espagne et presque en même temps s'est lancée voici cinq siècles dans l'aventure de la découverte d'autres continents auxquels nous avons communiqué notre culture et notre civilisation européenne. La péninsule ibérique, à travers l'Espagne et le Portugal, a ouvert de nouveaux horizons au vieux continent, et élargissant ainsi ses frontières, non seulement géographiques mais aussi spirituelles, marquant d'une manière décisive l'évolution de la pensée,

de la science, et des techniques de la renaissance.

C'est encore ensemble que nos deux pays entreprennent une nouvelle étape, riche de défis et de promesses ; une entreprise destinée à compléter l'Europe, à renforcer les liens entre nos deux peuples et qui permettra, dans le cadre des institutions communautaires, d'intensifier la projection de l'Europe vers les pays d'Amérique latine et d'Afrique appartenant à notre communauté culturelle.

Nous considérons que l'unité européenne ne doit pas seulement se faire vers l'intérieur mais également vers l'extérieur. La vocation historique de l'Europe consiste justement à s'ouvrir sur le monde. Toute tentative de construire une Europe repliée sur elle-même serait vouée à l'échec tout en ne servant pas les véritables intérêts européens.

L'Espagne a conscience de ce qu'est l'universalisme européen car elle joint à son identité européenne une dimension latino-américaine et une dimension méditerranéenne.

Notre projection latino-américaine est faite d'histoire et de culture partagée ce qui nous encourage sans cesse à resserrer les liens étroits et fraternels avec les peuples et les pays de cette région. C'est pourquoi en cet instant solennel, je tiens à réaffirmer cette réalité, patrimoine de notre pays et élément essentiel de la recherche de relations plus riches et plus intenses entre l'Europe et l'Amérique Latine.

Nous partageons notre dimension méditerranéenne avec d'autres pays européens. Avec l'élargissement, la Communauté se rapprochera encore des pays du sud du Bassin méditerranéen. Cela nous obligera à redoubler d'efforts en vue d'une contribution efficace de la Communauté à la paix, la stabilité et au développement du nord de l'Afrique et du Proche-Orient.

L'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne est un projet ambitieux, de large portée, qui dépasse de loin le cadre strict des clauses du traité que nous venons de signer.

Pour l'Espagne, cet événement consacre l'abandon d'un isolement séculaire et la participation à un destin commun avec le reste des pays d'Europe occidentale.

Cela constitue sans aucun doute un défi de modernisation économique et sociale, exigeant un changement de mentalité et de structures. Cela représentera un effort d'adaptation plus grand que celui réalisé à l'époque par les pays fondateurs de l'Europe communautaire, car nous nous joignons avec retard à un processus déjà entamé.

Je suis cependant convaincu que notre société répondra à notre attente, aussi bien les travailleurs que les chefs d'entreprise, les professions libérales que les techniciens et les chercheurs, les hommes que les femmes de toutes les régions d'Espagne. Avec l'effort de tous et l'enthousiasme d'un peuple jeune et dynamique, nous pourrons relever le défi de la modernisation économique, sociale et technologique qui nous permettra de passer le seuil de l'an 2000 d'un pas assuré et en toute confiance.

Pour l'Europe dans son ensemble, l'élargissement de la Communauté à travers l'adhésion de l'Espagne et du Portugal ne peut être considérée comme une simple opération mathématique, mais plutôt comme une occasion exceptionnelle de perfectionner la construction politique de l'Europe.

Nous savons que certains, dans l'Europe communautaire, envisagent le nouvel élargissement avec inquiétude pensant qu'il pourrait perturber définitivement les équilibres délicats issus des traités constitutifs, déjà affectés par l'écoulement du temps et les élargissements successifs.

En fait, nous devrions justement considérer l'élargissement comme l'élément catalyseur qui donnera lieu à une réflexion profonde sur l'avenir de l'Europe et suscitera une réponse quant à la meilleure manière d'affronter ensemble les délais de fin de siècle.

L'Europe communautaire a déjà largement fait preuve de sa capacité d'adaptation à de nouvelles situations et

de nouvelles exigences. Le nouvel élargissement est la meilleure preuve de cette vitalité et doit aboutir à une période de renouvellement.

En ce qui concerne l'Espagne, je tiens à dire que nous ne représenterons ni une charge pour la Communauté ni un obstacle entravant sa progression vers des formes supérieures d'intégration politique et économique. Bien au contraire, tout en défendant nos intérêts essentiels, nous collaborerons de toutes nos forces au développement de l'unité européenne.

Dès le début, le gouvernement d'Espagne manifeste sa volonté ferme d'être jusqu'au bout aux côtés de ceux qui souhaitent progresser.

Dans ce but, l'Espagne apporte son savoir de nation ancienne et son enthousiasme de peuple jeune, avec la conviction qu'un avenir dans l'unité est le seul avenir possible pour l'Europe. L'idéal de la construction européenne est plus vivant que jamais car il nous est imposé par le monde d'aujourd'hui et plus encore par le monde de demain.

Nous ne pouvons pas oublier que nous travaillons pour améliorer le présent mais aussi et surtout pour transmettre aux générations futures un héritage de paix, de justice et de progrès.

Cette cérémonie est en quelque sorte un acte de foi en l'Europe, qu'elle traduise également notre espoir en une Europe plus juste, plus solidaire et plus unie, à laquelle nous nous devons de participer tous.

(Source et traduction : ministère des Affaires étrangères espagnol)